

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2013



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -80,82 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2013 s'élève à -80,82 Md € contre -85,58 Md € à fin juillet 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+11,17 Md €) en partie compensée par une augmentation des dépenses du budget général (+6,38 Md €). Le solde des comptes spéciaux demeure à un niveau comparable à l'an passé.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 187,66 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 8,19 Md € dont 8,15 Md € au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » correspondant à l'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,38 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 4,16 Md € dont 2,13 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 1,57 Md € au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,08 Md € dont 4,08 Md € pour le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,48 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,79 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md € ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,47 Md € dont 1,26 Md € au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

Les dépenses nettes à fin juillet 2013 s'élèvent à 187,66 Md € contre 181,28 Md € à fin juillet 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+6,55 Md € dont 3,26 Md € de dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité et 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement) ainsi qu'aux dépenses de personnel (+1,18 Md €). On note également la baisse des charges de la dette à hauteur de 1,53 Md € par rapport à l'année dernière.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 128,65 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,82 Md € ;

Impôts sur le revenu : 3,37 Md € ;

Impôt sur les sociétés : 1,77 Md € (notamment dû au redressement fiscal d'Orange) ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 1,73 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales : -5,07 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,65 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 166,63 Md €

Elles s'élevaient à 152,09 Md € à périmètre constant à fin juillet 2012, soit une augmentation de 14,54 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+7,84 Md €) et l'IS (+3,67 Md €). On note également l'augmentation des autres impôts directs et taxes assimilées par rapport à 2012 (+1,94 Md €). En effet, l'impôt de solidarité sur la fortune est en hausse de 1,21 Md € par rapport à l'an passé. Les recettes diverses ont également augmenté (+2,42 Md €) notamment en raison des créations de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués (+1,05 Md €) et de la

contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,86 Md €) et du fait de l'augmentation du taux de la taxe de risque systémique sur les banques (+0,39 Md € par rapport à l'an dernier).

Par ailleurs, les recettes de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes baissent de 1,64 Md € sur un an.

Recettes non fiscales : 7,79 Md €

Les recettes non fiscales à fin juillet 2013 s'élèvent à 7,79 Md € contre 8 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par la baisse du montant des redevances d'usage des fréquences radioélectriques de 1,28 Md € (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de

fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine) compensée par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+1,31 Md €). On note ce mois-ci, l'encaissement de 0,91 Md € de dividendes EDF et 0,32 Md € de contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -47,80 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -47,80 Md € à fin juillet 2013 contre -44,83 Md € à fin juillet 2012. Cette évolution est imputable à la

hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 3,03 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,82 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,94 Md € et des recettes pour 2,99 Md €. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses d'un montant de 8,35 Md € correspondant essentiellement aux intérêts et aux charges d'indexation sur les OAT et les BTAN ainsi que des recettes de 8,31 Md € au

titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,69 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,81 Md € de recettes au titre de l'abondement relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Au 31 juillet 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -21,82 Md € contre -21,78 Md € en juillet 2012.

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 1 454,78 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 87,84 Md €) et les BTF (émissions nettes de

19,86 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 44,25 Md € depuis le début de l'exercice.



☞ Le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public »

Le compte de concours financiers « **Avances à l'audiovisuel public** » retrace en dépenses, le montant des avances accordées aux organismes de l'audiovisuel public. Concernant les recettes, les ressources sont constituées des encaissements de contributions à l'audiovisuel public nets de frais de gestion ainsi que d'une dotation correspondant aux exonérations de contribution prises en charge par le budget général.

Les dépenses sont déclinées en cinq programmes :

- le programme 841 « France Télévisions » qui vise à financer les quatre chaînes de France Télévisions ainsi que le Réseau France Outremer (RFO) et la chaîne Via Stella ;
- le programme 842 « Arte France » qui finance la chaîne franco-allemande ;
- le programme 843 « Radio France » destiné à financer le groupe radiophonique français ;
- le programme 844 « Contribution au financement de l'action audiovisuelle extérieure » qui regroupe les crédits alloués à la société « Audiovisuel extérieur de la France » et à son partenaire « TV5 Monde » ;

- le programme 845 « Institut national de l'audiovisuel » qui pilote l'action de l'organisme chargé de la conservation, de la valorisation et de la constitution progressive du patrimoine audiovisuel français.

Les recettes ont une double provenance. La ressource principale est le produit net de la contribution à l'audiovisuel public. Elle s'applique à toute personne détenant un poste de télévision ou un autre dispositif de réception assimilé au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La contribution est adossée à la taxe d'habitation pour les particuliers et à la taxe sur la valeur ajoutée pour les professionnels. Pour 2013, son tarif unitaire est de 131 € en métropole et de 84 € pour les départements d'outre-mer. La seconde ressource est une opération d'ordre correspondant à la prise en charge par l'Etat des dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public.

En loi de finances initiale, les dépenses et les recettes ont été évaluées à 3,45 Md €. Au 31 juillet 2013, les montants comptabilisés en dépenses et en recettes s'élèvent respectivement à 2,01 Md € et 1,07 Md €.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page
	Juillet	2013	2012 retraité 2012 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 506	-80 820	-85 578 -85 541	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	32 523	187 656	181 276 181 191	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	17 072	128 653	117 480 117 432	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	3 372	40 733	32 893 32 893	
- IS *	1 765	23 306	19 634 18 073	
- TVA	11 822	78 361	78 105 78 103	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 055	-21 817	-21 782 -21 782	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	4 164	96 982		18
Dettes financières de l'Etat	-9 119	1 454 778		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	9 974	71 357	70 178	70 398
Dépenses de fonctionnement	7 762	37 604	31 056	30 767
Charges de la dette de l'Etat	8 147	28 063	29 595	29 595
Dépenses d'investissement	1 655	7 320	6 968	6 962
Dépenses d'intervention	4 899	41 108	41 403	41 393
Dépenses d'opérations financières	87	1 212	1 079	1 079
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	32 523	187 656	181 276	181 191
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 044	166 634	152 088	151 712
Recettes non fiscales	2 299	7 792	8 004	8 332
Prélèvements sur recettes	-6 721	-47 795	-44 829	-44 829
Fonds de concours	450	2 023	2 217	2 217
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	17 072	128 653	117 480	117 432
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	23 794	176 448	162 309	162 261
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-15 451	-59 003	-63 796	-63 759
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-112	3 372	2 611	2 611
Solde des comptes de concours financiers	-5 865	-25 251	-24 137	-24 137
Solde des comptes de commerce	-89	58	-282	-282
Solde des comptes d'opérations monétaires	11	91	-187	-187
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 055	-21 817	-21 782	-21 782
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-21 506	-80 820	-85 578	-85 541



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2013	2012 retraité	2012 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 974	71 357	70 178	70 398
Rémunérations d'activité	5 792	40 567	40 938	41 023
Cotisations et contributions sociales	4 120	30 321	28 765	28 919
Prestations sociales et allocations diverses	62	468	475	456
AUTRES TITRES	22 550	116 299	111 098	110 793
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 762	37 604	31 056	30 767
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 142	17 535	11 505	11 395
Subventions pour charges de service public	5 620	20 069	19 551	19 372
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	8 147	28 063	29 595	29 595
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	8 147	28 063	29 595	29 595
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 655	7 320	6 968	6 962
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 514	6 329	6 002	5 998
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	141	992	966	964
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 899	41 108	41 403	41 393
Transferts aux ménages	1 707	17 009	16 543	16 521
Transferts aux entreprises	971	5 828	6 139	6 140
Transferts aux collectivités territoriales	617	4 677	4 667	4 662
Transferts aux autres collectivités	1 604	13 592	14 051	14 067
Appels en garantie	0	3	3	3
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	87	1 212	1 079	1 079
Prêts et avances	2	235	161	161
Dotations en fonds propres	85	359	316	316
Dépenses de participations financières	0	618	602	602
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	32 523	187 656	181 276	181 191



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2013		Cumul à fin juillet 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	155	224	1 967	1 740	1 695
Action de la France en Europe et dans le monde	105	94	1 096	1 043	1 002
Diplomatie culturelle et d'influence	29	67	625	457	464
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	62	246	241	213
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	16
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	206	203	1 586	1 532	1 546
Administration territoriale	142	143	1 014	976	946
Vie politique, culturelle et associative	2	3	143	144	186
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	63	57	428	413	414
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	480	281	2 134	1 882	2 034
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	344	133	1 162	958	1 071
Forêt	19	25	249	212	254
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	53	56	306	293	295
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	64	66	417	420	414
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	235	299	1 516	2 042	1 734
Aide économique et financière au développement	8	61	267	806	827
Solidarité à l'égard des pays en développement	227	239	1 249	1 236	907
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	26	2 262	2 242	2 324
Liens entre la Nation et son armée	8	10	59	63	57
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	1	2 120	2 115	2 210
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	15	82	64	57
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	51	392	363	347
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	33	229	204	194
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	19	123	120	116
CULTURE	203	324	1 747	1 450	1 387
Patrimoines	53	65	522	373	322
Création	63	138	578	482	486
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	87	121	647	596	579
DEFENSE	3 057	4 162	21 397	26 018	24 345
Environnement et prospective de la politique de défense	97	142	936	1 116	1 054
Préparation et emploi des forces	1 932	2 133	14 067	14 570	14 009
Soutien de la politique de la défense	233	319	1 363	1 772	1 703
Equiperment des forces	794	1 568	5 031	8 560	7 579
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	129	138	1 014	617	608
Coordination du travail gouvernemental	59	66	638	264	251
Protection des droits et libertés	6	8	43	46	49
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	64	64	334	306	308
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	987	1 135	6 442	6 217	6 552
Infrastructures et services de transports	659	713	3 208	3 054	3 356
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	21	18	124	91	100
Météorologie	0	53	159	159	152
Paysages, eau et biodiversité (3)	16	13	177	169	172
Information géographique et cartographique	0	23	70	70	71
Prévention des risques	12	27	143	110	119
Energie, climat et après-mines	4	7	469	455	542
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	275	280	2 091	2 108	2 040



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2013		Cumul à fin juillet 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	141	127	903	810	872
Développement des entreprises et du tourisme (3)	87	74	520	434	501
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	38	39	284	279	273
Stratégie économique et fiscale	15	15	99	97	98
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	240	1 473	6 132	5 040	5 086
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	193	165	880	636	626
Aide à l'accès au logement	0	1 256	4 583	3 763	3 890
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	47	51	210	346	241
Politique de la ville (3)	1	1	459	296	329
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	8 147	8 187	33 622	33 327	30 058
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	8 147	8 147	28 063	28 063	29 595
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	3
Epargne	0	40	678	383	460
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	3 262	3 262	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 183	5 380	38 327	38 157	37 238
Enseignement scolaire public du premier degré	1 588	1 589	11 032	11 029	10 707
Enseignement scolaire public du second degré	2 535	2 545	17 797	17 778	17 478
Vie de l'élève	247	304	2 868	2 837	2 578
Enseignement privé du premier et du second degrés	567	677	4 484	4 467	4 459
Soutien de la politique de l'éducation nationale	165	177	1 351	1 244	1 225
Enseignement technique agricole	81	89	795	802	791
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	923	972	6 896	6 796	6 816
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	696	724	5 071	5 028	5 003
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	13	17	84	95	104
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	61	88	544	520	542
Facilitation et sécurisation des échanges	131	120	1 011	961	957
Entretien des bâtiments de l'Etat	17	15	83	68	83
Fonction publique	5	7	104	124	127
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	66	97	428	332	274
Immigration et asile	55	85	386	308	244
Intégration et accès à la nationalité française	11	12	42	25	30
JUSTICE	571	675	4 233	4 400	4 126
Justice judiciaire	254	294	1 775	1 779	1 641
Administration pénitentiaire	224	273	1 530	1 765	1 649
Protection judiciaire de la jeunesse	55	65	474	436	440
Accès au droit et à la justice	13	14	255	248	257
Conduite et pilotage de la politique de la justice	24	28	194	169	137
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	5	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	205	158	863	544	768
Presse	162	83	274	171	286
Livre et industries culturelles	10	7	224	120	123
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	229	116	218
Action audiovisuelle extérieure	33	68	136	136	141



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2013		Cumul à fin juillet 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	92	85	1 592	1 243	1 160
Emploi outre-mer	23	25	1 241	862	806
Conditions de vie outre-mer	69	59	351	381	354
POLITIQUE DES TERRITOIRES	44	29	146	141	130
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	36	25	125	128	116
Interventions territoriales de l'Etat	7	4	21	13	14
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	998
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 362	5 084	21 383	19 256	19 527
Formations supérieures et recherche universitaire	4 084	4 079	10 452	10 405	10 231
Vie étudiante	155	58	2 078	1 491	1 538
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	10	673	4 382	3 139	3 747
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	51	1 272	954	930
Recherche spatiale	0	0	1 348	1 206	1 190
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	7	92	1 012	1 267	945
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	11	25	406	440	567
Recherche duale (civile et militaire)	0	59	118	118	122
Recherche culturelle et culture scientifique	76	0	102	28	61
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	46	212	207	196
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	118	235	4 995	4 551	4 743
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3	55	3 200	3 020	2 966
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	461	470
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	115	115	1 071	1 071	1 307
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	258	385	2 040	1 912	1 924
Concours financiers aux communes et groupements de communes	103	76	498	359	388
Concours financiers aux départements	43	91	400	386	367
Concours financiers aux régions	73	157	825	796	800
Concours spécifiques et administration	40	61	316	371	369
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 667	7 645	49 452	49 409	53 255
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 193	7 171	46 249	46 204	50 654
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	474	475	3 202	3 204	2 601
SANTE	4	122	1 051	847	914
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	122	503	471	515
Protection maladie	0	0	548	376	399
SECURITE	1 435	1 475	10 611	10 211	10 026
Police nationale	797	794	5 709	5 442	5 350
Gendarmerie nationale	628	671	4 841	4 710	4 625
Sécurité et éducation routières (3)	10	11	61	60	51



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2013		Cumul à fin juillet 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	22	25	199	206	206
Intervention des services opérationnels	18	20	140	140	104
Coordination des moyens de secours	4	5	60	66	102
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	144	352	12 131	8 352	7 918
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	3	5	361	362	394
Actions en faveur des familles vulnérables	38	27	176	131	126
Handicap et dépendance	21	234	10 469	6 860	6 419
Egalité entre les hommes et les femmes	3	4	13	10	9
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	79	84	1 112	988	970
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	38	68	411	386	313
Sport	5	21	214	201	190
Jeunesse et vie associative	33	46	197	185	123
TRAVAIL ET EMPLOI	1 400	748	8 566	6 046	5 607
Accès et retour à l'emploi	531	589	4 732	3 354	3 070
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	800	91	3 337	2 206	2 055
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	33	45	51
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	67	67	464	441	431
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	36 572	40 168	245 429	237 064	234 531

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 169	42 253	36 440	36 440
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	155	1 198	722	2 283
Impôt sur les sociétés (C)	2 798	35 228	32 478	30 917
Impôt sur les sociétés	2 719	34 435	32 478	30 917
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	79	793	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 730	10 286	8 349	8 349
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	64	347	376	376
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	682	3 574	5 211	5 211
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	150	150	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	14	14
Impôt de solidarité sur la fortune	276	2 818	1 612	1 612
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	34	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	93	99	99
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	9	44	63	63
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	5	18	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	18	13	13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	50	63	63
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	7	3	3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	6	3	3
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	7	74	254	254
Recettes diverses	526	3 052	629	629
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 382	7 663	7 780	7 785
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 802	108 759	108 957	108 955
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 654	10 654	10 617	10 238
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	34	172	358	358
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	93	106	106
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	11	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	105	689	927	927



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2013	2012 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	920	4 898	4 318	4 318
Contribution de sécurité immobilière (1)	58	317	379	0
Autres conventions et actes civils	46	284	286	286
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	41	211	215	215
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	10	72	39	39
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	88	94	94
Timbre unique	17	103	89	89
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	20	242	242	242
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	7	23	22	22
Taxe générale sur les activités polluantes	1	217	281	281
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	17	17	17
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	6	91	91	91
Autres droits et recettes à différents titres	0	6	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	1	239	239
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	33	33	33
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	29	29	29
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	29	29
Taxe de l'aviation civile	14	56	19	19
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	24	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	145	1 088	1 099	1 099
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	64	409	421	421
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	30	223	241	241
Prélèvements sur les paris sportifs	7	79	61	61
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	35	39	39
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	54	52	52
Taxe sur les transactions financières	55	393	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	20	20
Autres taxes	15	81	280	280
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	28 689	216 042	205 343	204 967
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	21 044	166 634	152 088	151 712

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 649	4 372	3 061	3 061
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	163	1 550	1 058	1 058
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	316	440	53	53
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 171	2 382	1 950	1 950
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	227	1 018	2 265	2 265
Revenus du domaine public non militaire	13	141	134	134
Autres revenus du domaine public	4	86	82	82
Revenus du domaine privé	5	29	28	28
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	57	1 333	1 333
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	191	685	657	657
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	9	9	21	21
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	2	10	10	10
Produits de la vente de biens et de services (C)	80	533	564	564
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	206	221	221
Autres frais d'assiette et de recouvrement	38	284	293	293
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	5	33	41	41
Autres recettes diverses	1	6	8	8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	42	274	309	309
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	19	156	166	166
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	4	25	30	30
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	10	67	76	76
Autres avances remboursables sous conditions	1	5	4	4
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	8	9	9



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	93	394	522	522
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	49	191	337	337
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	7	9	9
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	4	16	16
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	40	184	132	132
Frais de poursuite	1	7	27	27
Frais de justice et d'instance	1	2	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	208	1 201	1 283	1 611
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	22	200	227	227
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	19	81	73	73
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	0	336
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	59	74	61	61
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	2	2
Récupération d'indus	3	20	30	22
Recouvrements après admission en non-valeur	16	101	104	104
Divers versements de l'Union européenne	9	39	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	10	3	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	21	17	17
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	49	147	621	621
Produits divers	1	28	78	78
Autres produits divers	23	419	50	50
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 299	7 792	8 004	8 332



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 067	-32 326	-32 386	-32 386
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 195	-25 616	-25 459	-25 459
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-9	-7	-7
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-12	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-543	-1 915	-2 224	-2 224
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-240	-1 207	-1 220	-1 220
Dotations élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-18	-36	-2	-2
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-162	-166	-209	-209
Dotations régionales d'équipement scolaire	-459	-459	-352	-352
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-8	-60	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-291	-2 001	-1 989	-1 989
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-100	-528	-514	-514
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-2	-23	-47	-47
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-44	-218	-290	-290
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	-1	-2	-2	-2
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	-1	-5	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	-1	-2	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 654	-15 469	-12 443	-12 443
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 721	-47 795	-44 829	-44 829
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	371	1 772	2 059	2 059
Fonds de concours - coopération internationale	79	251	158	158
TOTAL FONDS DE CONCOURS	450	2 023	2 217	2 217

(1) Ligne créée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 090	4 978	39 264	34 103	42 636	36 714	3 372	2 611
Aides à l'acquisition de véhicules propres	29	29	145	61	168	145	23	84
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	53	141	680	688	895	859	216	171
Développement agricole et rural	76	2	84	90	104	102	20	12
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	44	31	209	123	216	190	7	67
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	28	146	40	667	625	521	585
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	42	74	147	189	251	262	105	73
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	12	0	123	914	0	1 320	-123	406
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	599	0	1 006	0	407	0
Participations financières de l'Etat	387	304	5 759	868	5 697	573	-63	-295
Pensions	4 446	4 370	31 372	31 130	33 598	32 358	2 226	1 228
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	280	35	280
Comptes de concours financiers	9 941	4 076	60 518	53 055	35 268	28 918	-25 251	-24 137
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	150	-15	30	30	-120	45
Avances à l'audiovisuel public	287	138	2 011	1 919	1 067	1 005	-944	-914
Avances aux collectivités territoriales	8 938	2 986	52 778	50 655	28 537	27 687	-24 240	-22 968
Avances aux organismes de sécurité sociale	685	809	5 285	0	5 301	0	16	0
Prêts à des Etats étrangers	21	143	272	484	332	196	60	-288
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	10	0	23	12	1	0	-22	-12
Comptes de commerce	8 542	8 453	31 884	34 018	31 943	33 736	58	-282
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	45	24	468	452	570	430	102	-22
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	14	92	85	87	82	-6	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 418	1 099	1 418	1 099	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	112	94	281	304	388	292	107	-12
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	8 348	8 310	29 451	31 937	29 440	31 811	-10	-126
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	129	119	0	0	-129	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	4	2	0	0	-4	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	11	27	20	39	22	12	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	14	0	14	0	0	0	-14	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	0	0	0	-1	0
Comptes d'opérations monétaires	9	20	752	1 278	843	1 091	91	-187
Emission des monnaies métalliques	9	16	110	103	114	120	4	17
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	634	1 167	722	954	89	-213
Pertes et bénéfices de change	0	4	8	8	7	17	-1	9
TOTAL COMPTES SPECIAUX	23 582	17 527	132 418	122 454	110 690	100 459	-21 729	-21 995
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	23 582	17 527	131 785	121 287	109 968	99 505	-21 817	-21 782

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2013
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	353	122	474
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	2	0	2
	Autres organismes à caractère financier	201	167	367
	Total organismes à caractère financier	565	287	853
	CEPL			
	Régions	1 425	-652	773
	Départements	5 029	-2 063	2 966
	Communes	20 110	-1 718	18 392
	Hôpitaux	4 252	175	4 427
	HLM	412	-65	348
	Autres CEPL	19 793	-866	18 927
	Total CEPL	51 021	-5 190	45 832
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-501	10 359
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	364	2 724
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	2 893	4 898
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	-71	585
	Total établissements publics nationaux	15 883	2 684	18 567
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 141	-2 161	12 980	
Communautés européennes	148	389	537	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	87	-15	72	
GIP	406	112	519	
EPLÉ	1 911	602	2 513	
Autres correspondants	11 271	593	11 864	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 763	1 205	14 968	
Total Dépôts de fonds du Trésor	96 521	-2 786	93 736	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-543	560
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	779	2 686
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0
	Total Comptes à terme	3 015	231	3 246
Total Passif (A)		99 536	-2 554	96 982
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		99 536	-2 554	96 982



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2013
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 386 154	63 454	1 449 608
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	87 840	1 037 579
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	94 348	881 332
- <i>taux variable</i>	142 413	-4 090	138 323
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-44 245	225 570
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-45 086	214 427
- <i>taux variable</i>	9 906	807	10 713
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	19 859	186 459
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	235	-2	233
Dettes exigibles	235	-2	233
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-2	233
Autres emprunts (C)	5 795	-859	4 937
TOTAL (A+B+C)	1 392 184	62 593	1 454 778



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.